



**Le SNICA-FO, syndicat majoritaire des inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière (72%), apporte son total soutien aux salariés de Gad SAS, société qui gère des abattoirs de porcs et dont la liquidation judiciaire a été prononcée par le tribunal de Rennes le jeudi 11 septembre 2014.**

En effet, alors que l'éventuel repreneur n'est pas intéressé par l'ensemble d'une société que ses actionnaires ont rendu exsangue, ce sont des dizaines d'emplois qui se trouvent menacés. **Dans ce scénario, les salariés sont ainsi de nouveau les victimes d'un système qui se nourrit d'inégalités et d'injustices !**

**Au lieu d'offrir de vraies solutions aux personnels exposés à un avenir incertain, le Gouvernement saisit l'occasion de ce nouveau drame social pour tenter de convaincre de la nécessité d'une réforme du permis de conduire pourtant injustifiable.**

Sans insister sur les **propos irrespectueux et hautement condamnables du Ministre de l'Economie à l'encontre des salariés de l'entreprise Gad**, nous constatons que l'Etat ne recule devant aucune méthode pour « vendre » ses réformes : délais de présentation à l'examen caricaturaux (un an selon le Ministre de l'économie !), association pour le moins surprenante entre illettrisme et non-détention du permis, lien implicite et grotesque entre la situation économique du pays et les prétendues difficultés pour obtenir une place d'examen au permis de conduire.

Pour le SNICA-FO, cette réforme du permis de conduire offre uniquement la possibilité aux usagers de passer à de multiples reprises un examen qu'ils paient jusqu'à 200 euros aux auto-écoles, mais ne permet en aucun cas de favoriser la réussite ! Cantonner un inspecteur du permis à la mission examen voiture, c'est le détourner du contrôle nécessaire qui doit être mené par l'Etat afin de lutter contre certaines pratiques déviantes ! Depuis le 15 septembre, le SNICA-FO a appelé à une grève illimitée pour combattre ces orientations néfastes, à la fois pour les personnels et pour les usagers.

**Le SNICA-FO condamne la communication gouvernementale qui fait feu de tout bois pour donner à des projets pourtant contraires aux intérêts de tous, l'apparence de la légitimité. Au-delà, nous encourageons tous les salariés à entrer dans la lutte pour défendre leurs intérêts et contrer les orientations insensées imposées par les tenants du libéralisme forcené.**

*Paris, le 18 septembre 2014*

